



REPUBLIQUE TOGOLAISE



DEBAT GENERAL DE  
LA 65<sup>eme</sup> SESSION ORDINAIRE  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES

INTERVENTION DE  
**S.E.M. Gilbert Fossoun HOUNGBO,**  
PREMIER MINISTRE,  
CHEF DU GOUVERNEMENT

NEW YORK, LE 24 SEPTEMBRE 2010

## **Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,**

Permettez-moi, avant tout, de vous présenter mes félicitations et celles du peuple togolais pour votre élection à la présidence de la 65<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale et de vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de cette lourde mission.

Ma délégation ne ménagera aucun effort pour œuvrer à vos côtés à la réussite du mandat dont vous êtes investi. Elle demeure comme vous fermement convaincue que les valeurs qui fondent l'ONU gardent toujours toute leur actualité et leur pertinence pour relever avec succès les défis auxquels l'humanité est confrontée.

J'adresse aussi mes félicitations à votre prédécesseur, Monsieur Ali Abdulssalam Treki, pour les efforts inestimables qu'il a déployés durant son mandat pour faire progresser l'agenda de l'Assemblée générale dans les domaines aussi divers que variés, notamment ceux de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement de nos nations.

Au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, je tiens à renouveler mon soutien personnel et celui de mon pays pour l'action dynamique qu'il mène depuis quatre ans à la tête de l'Organisation des Nations Unies. Je saisis aussi cette occasion pour le féliciter de l'important rapport qu'il nous a présenté hier sur les activités de l'Organisation.

Le thème que vous nous avez proposé, Monsieur le Président, pour notre présente session et qui est intitulé « **Réaffirmer le rôle central de l'ONU dans le domaine de la gouvernance mondiale** », traduit de façon éloquente les aspirations de nos Etats, en particulier ceux en développement. Ce thème implique que les Nations Unies doivent rester au cœur du multilatéralisme et que les Institutions de notre organisation se doivent donc d'être repensées, en commençant par la réforme tant attendue du Conseil de Sécurité, pour plus de démocratie et d'équité, et surtout pour répondre plus efficacement aux nombreux défis de notre monde.

## **Monsieur le Président,**

En quête lui aussi d'une meilleure gouvernance et du bien être de ses populations, le Togo poursuit inlassablement et de façon irréversible sa marche vers plus de démocratie, de liberté et de justice dans la paix et la stabilité.

Voulant définitivement tourner la page des années sombres de déficit démocratique, le Chef de l'Etat a instauré, depuis son arrivée au pouvoir, une nouvelle politique, celle de l'ouverture. Cette initiative louable a abouti, en août 2006, à la signature de l'Accord Politique global entre les principaux acteurs politiques du Togo et permis la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation, en octobre 2007, d'élections législatives unanimement reconnues libres et transparentes et, pour la première fois,

sans violence. Ces élections, qui ont consacré une Assemblée Nationale pluraliste, sont, à n'en point douter, le signe d'une renaissance démocratique. Le gouvernement a pu alors entamer les réformes politiques et économiques qui ont abouti à l'adoption d'un statut de l'opposition et de la loi sur le financement des partis politiques, à la désignation, de façon consensuelle, des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et à la création d'une Force Sécurité pour les Elections Présidentielles, dont les membres, formés selon les standards universellement admis, ont assuré de façon exemplaire la sécurité de tout le processus électoral. Tous ces efforts ont naturellement permis au Togo d'organiser, le 04 mars 2010, une élection présidentielle dont le caractère démocratique et apaisé a été largement salué par la communauté internationale.

C'est le lieu de réitérer la profonde gratitude du gouvernement et celle du peuple togolais à tous nos partenaires, aux institutions régionales et internationales et aux pays amis qui nous ont accompagnés durant tout le processus électoral faisant de lui une réussite et un exemple.

Notre gratitude va aux Nations Unies pour son appui multiforme tout au long de ce processus de démocratisation et de consolidation. C'est aussi le lieu d'encourager les Nations Unies à s'investir davantage sur la voie de la démocratie préventive en ouvrant notamment des pistes de réflexion sur les mécanismes devant amener toutes les parties à accepter les résultats des élections reconnues crédibles et transparentes par la communauté internationale. C'est un défi qu'il nous faut relever dans les jeunes démocraties, notamment africaines, afin que les périodes post électorales ne soient plus un cauchemar et une source de division pour nos paisibles populations.

### **Monsieur le Président,**

Malgré sa brillante victoire, et toujours fidèle à sa politique de main tendue, le Président élu, Faure Essozimna GNASSINGBE, a lancé un appel à toutes les bonnes volontés en vue de prendre part à l'édification de la nation.

C'est dans cette optique qu'un accord politique historique est intervenu en mai dernier entre la majorité présidentielle et l'Union des Forces de Changement (UFC), le principal parti d'opposition au Togo, qui est rentré, pour la première fois, dans un gouvernement avec sept postes ministériels, après quarante ans de combat politique.

Par ailleurs, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation dont le but est de favoriser la réconciliation du peuple togolais, en faisant la lumière sur les violences à caractère politique survenues au Togo entre 1958 et 2005, se trouve actuellement dans sa phase de dépositions. Mon pays poursuivra sans relâche l'œuvre engagée en vue de consolider les acquis de la démocratie et de la paix, tout en consacrant davantage ses

efforts à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, pour un développement humain durable pour tous.

A présent que le Togo se réconcilie avec lui-même, j'ai foi en notre capacité à renouer pleinement avec tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux et à ouvrir de nouveaux horizons dans ce vaste champ de solidarité qu'est la coopération internationale.

**Monsieur le Président,**

S'il existe des signes annonciateurs, en ce qui concerne la relance de l'économie mondiale, il n'est pas exagéré de dire que le chemin vers la stabilisation et le contrôle des effets perturbateurs est encore périlleux et incertain.

La nouvelle problématique du changement climatique entraînant les catastrophes liées aux phénomènes hydrométéorologiques, comme les inondations, la sécheresse et les éboulements de terrain, aura sans aucun doute un impact négatif sur la croissance économique mondiale en général et, plus encore, un effet dramatique sur les pays les moins avancés, en particulier.

Malgré cette menace, nous hésitons encore à nous entendre, comme l'a démontré la Conférence de Copenhague, sur les stratégies innovantes et volontaristes qui permettraient d'importantes réductions des émissions de gaz à effet de serre d'une part, et d'autre part, sur la poursuite des discussions afin d'adopter très rapidement un calendrier visant à conclure un nouvel accord devant succéder au protocole de Kyoto. L'heure n'est plus aux discours. Il est temps d'agir et d'agir maintenant !

**Monsieur le Président,**

La réunion de haut niveau que nous venons de tenir ici-même sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a, une fois encore, démontré le lien intrinsèque qui existe entre aide et développement, d'une part, et entre développement et volonté politique, aux plans national et international, d'autre part.

Les résultats modestes auxquels mon pays est parvenu, s'agissant de la réalisation de ces OMD, auraient bien pu être meilleurs et il se serait rapproché davantage de ces objectifs dans les délais prescrits, s'il n'avait pas été privé, pendant de trop longues années, de l'apport précieux que constitue l'aide au développement.

Le climat politique apaisé que connaît mon pays nous permettra également de poursuivre, avec efficacité, l'amélioration de la gestion des finances publiques afin de dégager davantage de ressources internes pour la réalisation des OMD. Toutefois, les efforts que les pays pauvres consentent en vue de consolider les bases d'un développement durable ne sauraient connaître un véritable succès que si les pays

développés leur apportent leur soutien multiforme et honorent les engagements auxquels ils ont souscrit. Ne nous voilons pas la face, il nous faut une meilleure aide, à la fois quantitative et qualitative.

**Monsieur le Président,**

Si la communauté internationale peut se réjouir de ce que le nombre de conflits armés a diminué dans le monde, elle ne doit pas perdre de vue plusieurs opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont actuellement en cours sur la planète. C'est la preuve indéniable que nous sommes loin de l'idéal de paix et de sécurité internationales que les fondateurs de l'ONU ont envisagé.

Les guerres civiles et le terrorisme continuent d'endeuiller de nombreuses familles à travers le monde. Plus que les guerres, le terrorisme reste de nos jours le plus meurtrier des violences faites à l'homme, en ce qu'il frappe de façon non discriminatoire, tuant enfants, hommes, femmes et vieillards.

L'éradication du terrorisme, sous toutes ses formes, est une action de longue haleine placée sous la responsabilité première et solidaire des Etats et de la communauté internationale qui se doit de trouver la meilleure façon de lutter contre ce phénomène.

A cet égard, la prévention, la protection, la poursuite et la répression ainsi que la coopération internationale devront demeurer les axes majeurs de l'action des Etats.

**Monsieur le Président,**

Alors que les Etats Membres peinent à trouver une définition du terrorisme pour mieux le combattre, le fléau gagne de plus en plus de pays grâce au soutien que ses auteurs bénéficient notamment de la part de réseaux de trafiquants de drogues.

En Afrique de l'Ouest, tous les dirigeants ont pris conscience du danger que constitue le trafic de drogues et, à cet égard, ont engagé une lutte sans merci contre le phénomène.

J'en appelle à l'aide des pays nantis pour combattre le trafic de drogues dans cette sous-région afin d'éviter qu'elle se transforme en une zone instable, propice au développement de tous actes de violence.

**Monsieur le Président,**

Les objectifs pour lesquels l'Organisation des Nations Unies est créée sont nobles, mais soixante cinq ans après sa naissance, l'œuvre à réaliser est encore immense ; car la situation sociale des habitants de la planète ne suit pas toujours le développement auquel notre monde est parvenu.

La pauvreté et la misère ne sont pas de vains mots, elles sont des réalités oppressantes vécues tous les jours. Elles engendrent la violence, l'instabilité, les conflits et d'autres fléaux que nous combattons aujourd'hui sans succès. Seule la solidarité internationale peut nous permettre de vaincre les maux de ce monde.

Je vous remercie.